

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2014

De la raison en politique

«Rappel à l'intelligent, avis à l'indifférent.»

Emir Abdelkader

Décidément, le règne de la raison en politique, souhaité, en son temps, par Hegel, ne serait ni pour aujourd'hui ni pour demain, si on se réfère, à titre d'exemple, à ce qui se passe en Algérie où la politique demeure, au contraire, le lieu par excellence de la déraison et de l'extravagance.

L'image d'amateurisme besogneux et de nivellement par le bas, sans précédent, qu'elle renvoie quotidiennement de ses manifestations, mêmes les plus élaborées, fait désespérer d'une réhabilitation salvatrice qui la réconcilierait, dans des délais rapprochés, avec une société blasée de ses pratiques en porte-à-faux avec les règles présidant à l'exercice de son art.

Chaque jour apporte, au sein du pouvoir comme dans l'opposition, son lot d'aberrations, de contradictions, de retournements opportunistes qui confirment ce diagnostic et donnent à voir, à quelques semaines d'une échéance qui aurait connu un autre sort sous d'autres latitudes, qu'aux lieu et place du débat de haute tenue requis par l'événement et légitimement attendu par l'opinion, celle-ci se voit infliger une cacophonie d'invectives et de rodomontades de bravaches qui n'annoncent rien de bon pour la suite de la campagne électorale.

Heureusement que dans cette vertigineuse descente aux enfers, des personnalités indépendantes prennent sur elles de faire des interventions, certes, saisonnières, mais qui, rapportées à l'indigence du discours dominant, valent leur pesant d'or et empruntent, par leur hauteur de vue, leur sagesse et leur à-propos, l'allure de prestations d'extra-terrestres, venus proposer l'administration d'une potion magique à un grand corps malade. L'opinion a, en effet, besoin de prendre connaissance d'autres choses que de l'éloge à la sottise dont l'abreuvent les professionnels du dithyrambe.

Elle a besoin de l'avis des hommes politiques qui ont capitalisé, dans d'anciens gouvernements ou en dehors, une expérience nationale et internationale apte à donner du contenu et du sens à des alternatives plausibles, loin des plans tirés sur la comète.

En plus du fait qu'elle se désole – malgré certaines de leurs erreurs – de ce que l'Algérie ait, sans aucun état d'âme, accepté de s'emander de si brillantes intelligences et qu'elle se soit passée de leurs services – elles ne sont pas les seules – cette opinion s'étonne de ce que ces voix

se soient faites longtemps attendre, et qu'une fois entendues, elles n'aient pas été au bout de la logique de leur engagement soit par manque de moyens soit par excès d'attentisme.

Et c'est parce que ces personnalités se positionnent déjà dans l'après-17 avril, non pas comme recours – leur époque est révolue – mais en tant que parties consultables dont le pouvoir ne saurait faire l'économie, que cette même opinion s'intéresse à elles et les passe au sas de l'évaluation, aussi bien pour ce qu'elles furent que pour ce qu'elles seraient censées apporter à la transition qui se profilerait à l'horizon.

Mais une hirondelle n'a jamais fait le printemps. Pour aussi prestigieuses que ces personnalités puissent paraître, de quels leviers d'action pensent-elles pouvoir disposer, aujourd'hui, pour influencer sur le cours des choses si elles ne sont pas appuyées par des forces politiques solidement ancrées dans la société.

Sont-elles naïves, à ce point, pour croire que le bloc de solidarité compact – le parti de la violence organisée et le parti de l'argent – auquel elles font face va leur remettre la gestion des affaires du pays à la seule vue du mystérieux «sésame ouvre-toi !» dont elles seraient les heureuses détentrices ?

Pour l'avoir expérimenté à leurs dépens, ces personnalités savent que le parti des

idées n'a jamais existé ni fonctionné, en tant qu'entité autonome, au sein du pouvoir, et n'a été associé à la marge des centres de décisions que pour procéder à des opérations de chirurgie esthétique ou de fardage cosmétique devant présenter la vitrine du régime sous son meilleur jour. De quel soutien peuvent-elles se prévaloir auprès du pouvoir et des partis de la véritable opposition au moyen desquels elles contribueraient à asseoir une stratégie viable de sortie de crise en s'associant à un large éventail d'acteurs politiques réellement représentatifs des courants qui traversent la société.

Le scénario théorique pose, en pareil cas, au minimum, trois conditions à la réalisation de cette entreprise :

1- l'existence d'une volonté ouvertement exprimée par l'armée de dépasser l'impasse actuelle et d'établir des relations de confiance entre l'Etat et la société, dans le cadre d'un pacte de gouvernance qui se traduirait par la rédaction consensuelle d'une nouvelle Constitution ; 2- une forte pression exercée, dans cette direction et émanant des principales familles politiques du pays, en l'occurrence, le courant nationaliste, le courant islamiste et le courant laïc

dépassant les rancœurs, les préjugés et les clivages idéologiques anciens ;

3- la prédisposition des grandes puissances à agréer un processus entendu comme la conclusion d'une concertation intérieure souveraine et pacifique. Les termes de l'équation étant clairs, la question qui se pose, sur ces entrefaites, est de savoir si ces conditions ont été réunies ou sont sur le point de l'être. La réponse à cette question – on en convient forcé-

ment – devra encore attendre, car, dans cette partie de poker menteur, du côté du pouvoir, c'est la bouteille à encre, et du côté de l'opposition, les forces en mouvement sont en train de reconfigurer la carte politique de l'Algérie sur une base et selon des orientations inconnues depuis l'avènement du pluralisme en 1989.

Après la crise qui l'a ébranlé, en février dernier, dans ses arcanes les plus secrètes, le pouvoir réel a pris le temps de la réflexion. L'usage veut que ses décisions n'apparaissent jamais comme étant prises sous la contrainte, et ne sont annoncées que lorsque la tempête se sera vraiment éloignée.

Pour éviter d'être débordé, surtout par des mouvements incontrôlés de la rue, il est fort probable qu'il se soit décidé à lâcher un peu de lest et à préparer les prémices d'une transition, en douceur, qui s'étalerait sur une période plus au moins longue. Avec quels partenaires ? On en sait pas trop. Le carré des décideurs, qui ne communique qu'à travers ses hommes liges, s'est rarement confié à l'avance sur ses véritables intentions et, encore moins, sur l'identité de ses éventuels interlocuteurs, ayant prouvé par le passé que, même s'il en a conservé quelques spécimens dans de la naphtaline, il est peu enclin à recycler le personnel politique qu'il a expulsé de ses rouages comme le ferait un organisme de ses toxines.

La prudence est donc de mise. L'ANP a recadré, à deux reprises, soit par un démenti public, soit par un silence éloquent, tous ceux qui voulaient l'impliquer dans la mêlée, rappelant ses prérogatives constitutionnelles et sa distanciation d'avec la politique. Sur un terrain miné, ses dirigeants ont préféré s'abstenir de tout commentaire, parce que les enjeux, apparents et sous-jacents, de la problématique actuelle ne sont plus circonscrits à la seule élection présidentielle. La prudence ne signifie, cependant, pas l'inertie et rien, à terme, n'exclut que l'ANP ne se pose comme le garant d'une solution à la crise, discutée au plus haut niveau.

Dans cette perspective, plus ou moins supposée, l'opposition a déclenché de grandes manœuvres de pré-positionnement. Le FFS, courtois épistolièrement par le FLN, a choisi la ligne médiane de la négociation. Le RCD, remis au placard ses thèses éradicatrices, s'est rapproché de la mouvance islamiste, en particulier, avec son représentant le plus soft, le MSP, tenté par l'opposition, après avoir partagé les responsabilités gouvernementales au sein de la troïka, tandis que le PT hausse le ton pour préserver ses chances de mobiliser le maximum d'électeurs avec lesquels il compte peser dans les futures tractations.

Quand on fait, à la lumière de ces données, le décompte des atouts et des faiblesses des parties en présence, on constate qu'entre tirs de snippers et boycott, l'opposition n'a transformé aucun de ses essais. Isolée des luttes sociales à la base, elle tourne en vase clos et n'a pas réussi à s'entendre sur un modus operandi qui l'élirait à une possible inclusion dans un processus de reclassement politique post-17 avril.

Par Badr'Eddine Milli



Secoué sans avoir été sérieusement malmené, le pouvoir est servi, au-delà de toute espérance, par ce défaut d'homogénéité. Il se voit quasiment dédouané de fournir des garanties trop «révolutionnaires» qui bouleverseraient les équilibres actuels, au-delà des limites de ses intérêts vitaux.

Dans cette atmosphère d'incertitude mais aussi de pourrissement avancé où la politique est pratiquée sous sa forme la plus repoussante, quelle chance la raison a-t-elle de lui servir d'éta-

lon de mesure ? Aristote avait écrit dans *L'éthique à Nicomaque* que celle-ci est une vertu définie par la raison guidant le citoyen vers le bien commun de la cité. Y aura-t-il, après le 17 avril, un pilote dans l'avion «Algérie» qui s'essaierait à donner à cette définition une application pratique qui réalise «le souverain bien» du peuple, selon le mot

du philosophe grec ? Au train où vont les choses et, dans l'euphorie d'une victoire annoncée, il n'est pas immoral de s'autoriser à penser que la page est déjà en train de se tourner. L'Algérie, après bien d'autres, aura confirmé que Hegel qui, voulait que le règne de la raison en politique augure de la fin de l'histoire, a bel est bien perdu son pari. Et Aristote aussi...

B. M.

PS1 : L'excellent débat diffusé, il y a deux semaines, par France 3, sur l'actualité de la notion de progrès, a mis en évidence la relativité de ce dernier face à la crise du climat, la raréfaction des énergies fossiles et la démographie galopante de l'humanité. Le progrès qui a perdu son singulier au profit d'un pluriel, plus modeste, selon les intervenants, des technologies qui ont robotisé les hommes et détruit les emplois et les économies. Sa linéarité démentie par des phases de régression, de plus en plus fréquentes, est, de ce fait, dangereusement remise en cause. Nos économistes, sociologues et scientifiques ont-ils planché sur la question pour construire des modèles de développement instruits de cette fatalité pas si lointaine ?

PS 2 : La fille du président Allende a été, récemment, élue, comme on le sait, présidente du Sénat chilien, fonction que son père avait occupée avant d'entrer à la Moneda. La réparation des injustices de l'histoire s'apprécie sur le long terme. Quelle belle revanche sur le destin !

La prudence ne signifie, cependant, pas l'inertie, et rien, à terme, n'exclut que l'ANP ne se pose comme le garant d'une solution à la crise discutée au plus haut niveau.